

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Tables de l'année 2016

Au sommaire :

Table des
articles, notes,
conclusions et
avis classés par
noms d'auteurs

I à IV

Table
alphabétique
des matières

V à XXVIII

Table
chronologique de
la jurisprudence

XXIX à XXXII

DOCTRINE

Raphaël Dalmasso : La redéfinition du licenciement économique : une « sécurisation » cosmétique aux enjeux théoriques hasardeux.

Jacques Déchoz : Le détail (à propos de la loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 « permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade »).

Vincent Orif : L'appel prud'homal en pleine effervescence.

Elise Ternynck : Délégation de pouvoir consentie au salarié et contrat de mandat : quelle articulation dans le domaine des relations de travail ?

JURISPRUDENCE

Voir notamment

La présomption d'indépendance des auto-entrepreneurs peut être renversée par un faisceau d'indices établissant leur état de subordination.

Cour de cassation (2^{ème} Ch. Civ.) 7 juillet 2016 – Note Arnaud Mazières (p. 52)

La NAO sur les salaires ne peut être engagée au niveau des établissements qu'en l'absence d'opposition d'une organisation syndicale.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2016 (p. 55)

L'impossibilité de réintégrer un salarié n'est pas caractérisée par son remplacement par un prestataire de services.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 – Note Xavier Médeau (p. 57)

Le versement du RSA à ses bénéficiaires ne peut être conditionné à la réalisation par ces derniers d'heures de travail non rémunérées.

Tribunal administratif de Strasbourg (4^{ème} ch.) 5 octobre 2016 – Note Claire Magord (p. 59)



Doctrine

La redéfinition du licenciement économique : une « sécurisation » cosmétique aux enjeux théoriques hasardeux par **Raphaël Dalmasso**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, membre du Cerit/IFG..... 1

Le détail (à propos de la loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 « permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade ») par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie..... 7

L'appel prud'homal en pleine effervescence par **Vincent Orif**, Maître de conférences, Université Caen-Normandie, Institut Demolombe, EA 967..... 14

Délégation de pouvoir consentie au salarié et contrat de mandat : quelle articulation dans le domaine des relations de travail ? par **Elise Ternynck**, Docteure en droit privé, Enseignant-chercheur contractuel, CRDP-Équipe Demogue, Université Lille-2..... 33

Jurisprudence

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligations de l'employeur – Violation – Indemnisation – 1° Obligation de fournir le travail convenu – Défaut – Salariée tenue à l'écart durablement – Harcèlement – 2° Discrimination – Usage de termes racistes – Violence morale.
COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6 – Ch. 6) 7 septembre 2016 (extrait)..... 49
 Note..... 51

CONTRAT DE TRAVAIL – Requalification – Assujettissement au régime général de Sécurité sociale – Auto-entrepreneur – Présomption d'indépendance (L 8221-6) – Renversement – Lien de subordination juridique permanente – Faisceau d'indices.
COUR DE CASSATION (2ème Ch. Civ.) 7 juillet 2016 (p. n° 15-16.110) (extrait)..... 52
 Note. **Arnaud Mazières** 54

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation annuelle obligatoire – Salaires – Cadre de négociation – Établissement – Condition – Absence d'opposition d'une organisation syndicale.
 SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité – Prerogatives en matière de NAO – Contestation de la représentativité – Condition – Forclusion – Défaut de contestation d'un délégué syndical.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2016 (p. n° 14-25.794) 55
 Note..... 56

LICENCIEMENT – Nullité – Effets – Réintégration – Remplacement du salarié par un prestataire – Obstacle (non).
 TEMPS DE TRAVAIL – Temps partiel – Requalification en temps plein – Sommes dues – Exercice d'un autre emploi par le salarié – Caractère indifférent.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-15.944) 57
 Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières 57

SÉCURITÉ SOCIALE – Revenu de solidarité active – Condition d'attribution – Bénévolat obligatoire instauré par un Conseil départemental – Illégalité.
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG (4ème ch.) 5 octobre 2016 59
 Note **Claire Magord**, Chercheuse post-doctorale au COMPTRASEC, Université de Bordeaux 61

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom Prénom

Profession ou fonctions (facultatif)

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, l'envoi de la jurisprudence à :

Arnaud MAZIÈRES, rédacteur en chef : arnaud.mazieres@gmail.com

ou

Droit Ouvrier : 263, rue de Paris, Case 5-3, 93516 MONTREUIL CEDEX